

Planète PAIX

L'info pacifiste :
www.mvtpaix.org

La paix en mouvement 3,20 euros / N° 641 / Avril 2019

UN COMMERCE PAS SI BANAL



Capharnaüm

L'enfance volée
à Beyrouth

(P.23)



Algérie

"La rue est à nous !"

(P.21)

Dossier
(P.11-16)



Paris (75)



Brives (19)



Toulouse (31)

PLEIN SUCCÈS DE LA MARCHÉ DU SIÈCLE



Rassemblement pour soutenir Geneviève Legay et défendre le droit de manifester, place de la République - Paris (75) - 26 mars



Plantation de l'Arbre de la Paix à l'occasion de la semaine pour les alternatives aux pesticides. La Motte du Caire (04) - 30 mars



Installation de 2500 origamis dans la Cathédrale de Salisbury (Royaume-Uni)



Les participants à l'atelier "La Paix en peinture" organisé par la MJC de Larnage-Montéglin (05) en partenariat avec le Mouvement de la Paix



L'Humanité placée sous protection populaire et citoyenne : Appel réussi au delà des espérances. Saint Martin d'Hères (38) 10 mars



Manifestation pour la Palestine à Ménilmontant Paris (75) - 30 mars

Les armes ou la vie ?

6 ACTUALITÉ

- VIOLENCES POLICIÈRES** P.6
La sagesse de manifester
- ICAN-FRANCE** P.7
Une AG pour gagner la ratification du TIAN
- RASSEMBLEMENTS NÉONAZIS** P.8
La guerre ? Un bonheur !
- RACISME** P.9
Combattre l'antisémitisme aujourd'hui

11 DOSSIER

- UN COMMERCE PAS SI BANAL**
- VENTES D'ARMES** P.12/13
Un commerce à contrôler
- TCA** P.14
Les atouts d'un jeune traité pour contrôler le commerce
- RECONVERSION** P.15
Industries à diversifier sur les chemins de la paix

18 MONDIALISER LA PAIX

- ENGAGEMENT** P.18/19
Des militaires pour la paix ?
- INDE** P.20
Un satellite détruit par les militaires indiens
- ALGÉRIE** P.21
"La rue est à nous !"

22 CULTURE

- FESTIVAL SEIWA** P.22
Une oreille sur le monde
- CAPHARNAÛM** P.23
L'enfance volée à Beyrouth



Évelyne Aymard

**“ Sous couvert de
“sécurité”,
M. Emmanuel
Macron préfère
financer la
destruction
humaine plutôt que
l'épanouissement
humain et ses
corollaires que
sont la santé,
l'éducation et
l'emploi.”**

A lors que les injustices sociales ne cessent d'augmenter, les dépenses militaires et d'armement augmentent elles aussi. Y aurait-il là une relation de cause à effet ? Les chiffres sont là. En 2018, le budget du ministère des Armées a progressé de 1,7 milliard d'euros, soit + 5% en un an. Même scénario en 2019 portant les dépenses militaires à 35,9 milliards d'euros. En 7 ans, sur la période 2019 à 2025, 37 milliards seront consacrés à la modernisation des armes nucléaires. Pour l'Élysée, il s'agit de rehausser les moyens militaires dans une période d'installation durable des menaces, en particulier terroristes, pour atteindre 2 % du Produit intérieur brut, une norme imposée par l'Otan, les États-Unis et le Traité européen. Des spécialistes considèrent que la France a déjà largement dépassé ce seuil.

Dans le même temps, que dire du chômage qui tue plusieurs milliers personnes par an en France où la situation de l'emploi se dégrade ? Les contrats à durée déterminée de moins d'un mois progressent. L'emploi intérimaire fait un bond de 16%. Plus de 50 % des jeunes de 15 à 24 ans sont soumis aux emplois précaires. Sans parler des temps partiels. Conséquences, 8,5 millions de personnes en situation de pauvreté et près de 5 millions en situation de grande pauvreté. Un tiers des personnes sous le seuil de pauvreté sont des salariés.

Les budgets consacrés à la vie sont en baisse. Le budget de l'emploi est en recul. Il passe de 15,2 milliards en 2018 à 12,23 milliards en 2019. N'est-ce pas pourtant une priorité nationale ? Les aides au logement baissent de près de 2 milliards. Côté Éducation nationale, si le budget est en hausse de 770 millions (1,7 milliards pour l'Armée !), près de 2 000 postes sont supprimés. Baisse aussi du budget de l'Agriculture. La Santé publique est, quant à elle, mise à mal avec des suppressions d'emploi à la pelle dans les hôpitaux.

Sous couvert de « sécurité », M. Emmanuel Macron préfère financer la destruction humaine plutôt que l'épanouissement humain et ses corollaires que sont la santé, l'éducation et l'emploi. 35,9 milliards pour l'armée, 12,23 milliards pour l'emploi : triste symbole...



Mensuel édité par
LE MOUVEMENT DE LA PAIX
9, rue Dulcie September,
93400 Saint-Ouen
Tél. 01 40 12 09 12
planete.paix@mvtpaix.org



Directrice de la publication : Annie Frison
Rédacteur en chef : Pierre Villard
Secrétaire de rédaction : Édith Boulanger
Conception maquette : Chérif Beldjoudi
Graphiste - maquettiste : Laurence Leclert
Comité de rédaction : Raoul Alonso, Evelyne Aymard, Édith Boulanger, Nadia Dorny-Bennad, Anne-Marie Brenner, Giselle El Raheb, Guillaume du Souich, Annie Frison, Henry-Xavier Hofbauer, Jeannick Leprêtre, Nicolas Pitsos, Roland Nivet, Alain Rouy, Jean-Paul Vienne, Pierre Villard.
Photos et illustrations : Tous droits réservés - Onu
Ont participé à ce numéro : Evelyne Aymard, Giselle El Raheb, Pierre Villard, Charly Laurent, Jean-Paul Vienne, Jean-Guy Greilsamer, Janine Doussot, Laurette Mugnier, Roland Gardien, Patrice Salzenstein, Georges Riviere, Jean Christophe Fallier, Lisa Sylvestre, Anne-Marie Brenner, Édith Boulanger.
Gestion des abonnements : Nassera Macrez, tél. 01 40 12 09 12
ISSN 1773-19241
Numéro de commission paritaire : 0322G85601
Imprimeur : Compédit Beaugard - 61600 La Ferté-Macé



Venezuela

J'ai reçu des nouvelles d'André Cloutier, de l'Association « Les Artistes pour la Paix » du Canada, et abonné de Planète Paix. Son dernier message est relatif à la crise au Venezuela qui s'est transportée jusqu'au Québec. En effet, quelques milliers de Néo-Québécois d'origine vénézuélienne vivent au Canada. Appuyer le Président Maduro ou le Président autoproclamé Guaidó ? Dans la Belle Province, les avis sont partagés.

En février, le Parti Québécois (PQ) avait proposé que « l'Assemblée nationale reconnaisse Juan Guaidó en tant que Président intérimaire du Venezuela ». Le parti Québec Solidaire condamne toute

ingérence au Venezuela. Il accuse le PQ, qui se dit indépendantiste, souverainiste, de gauche, de se ranger derrière Justin Trudeau et Donald Trump pour appuyer l'ingérence américaine dans un conflit étranger. Le Parti vert du Québec dénonce « l'hypocrisie » du gouvernement libéral. Il ne s'explique pas que son pays dise défendre les droits de l'homme en demeurant l'allié de l'Arabie saoudite : dans ce cas comme dans celui du Venezuela, le Canada n'agirait qu'en fonction de ses intérêts financiers.

Au Canada, une vraie discussion publique est engagée.

EB (92)

Bravo !

Je regrette ce trop long silence (dû à une hospitalisation) car le Mouvement de la Paix s'est beaucoup exprimé dans cette période trouble, incertaine et de tous les dangers.

Nous soutenons la révolte des « gilets jaunes », tout en regrettant les violences dues principale-

ment à l'attitude du pouvoir qui voudrait faire passer toute manifestation pour du « terrorisme ».

Nous soutenons le grand Mouvement de notre jeunesse pour l'écologie et la sauvegarde de notre planète sans oublier que l'armée et les activités militaires sont les plus grands pollueurs et que le gâchis de la course aux armements ne permet ni une politique sociale ni la transition écologique (exemple : 37 milliards d'euros seront sacrifiés pour le renouvellement de notre armement nucléaire et cela en violation des traités signés !).

Notre Mouvement lutte pour une véritable « culture de paix » y compris pour notre Europe alors que de nouveau, « on » reparle d'une « armée européenne » en soutien à l'OTAN pour faire passer l'augmentation des crédits militaires, développer la production et la vente d'armes.

Voilà le rôle irremplaçable de notre Mouvement dont les infos et initiatives ne sont, souvent, trouvées nulle part ailleurs.

C'est pourquoi je me félicite du soutien renouvelé des « amis-2018 » et souhaite notre renforcement. À signaler, en particulier, notre magnifique mensuel « Planète Paix » et ses dossiers inédits.

À bientôt donc, de nouveau, la voix de la paix en espérant vos avis et commentaires.

RB (94)

Errata paru dans Planète Paix N° 639/640

Page 4 : Dans mon « Courrier des lecteurs » de février/mars 2019, intitulé « Eurovision... Israël... Palestine... etc. » j'ai écrit une contre vérité en disant qu'Israël était le seul pays d'Asie à participer à l'Eurovision. Il y a aussi, en fait, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Georgie.

Le respect des lecteurs et leur droit à l'objectivité de l'information exigeaient réparation. Mon devoir était de « faire amende honorable » en rétablissant la vérité.

Page 11 : La loi autorisant l'IVG date de 1975 et non de 1970.

Roland Weyl, Avocat et Membre du Mouvement de la Paix, a fêté ses 100 ans

Roland Weyl est né le 18 mars 1919. Le 20 mars, à la mairie du 13^{ème} à Paris, sa famille, ses amis parmi lesquels des collègues et partenaires de nombreuses associations étaient présents pour fêter cet événement extraordinaire : les cent ans d'un homme militant et défendant inlassablement le droit universel. Plein de malice, il a retracé quelques éléments marquants de sa vie louant en premier sa mère d'avoir choisi, pour le mettre au monde, le 18 mars, date du début de la Commune de Paris.

Roland reste un animateur très actif de l'association française Droit-Solidarité et de l'Association Internationale des Juristes Démocrates. Sitôt cet anniversaire fêté, il s'envolait vers la Malaisie, puis plus tard vers la Corée.

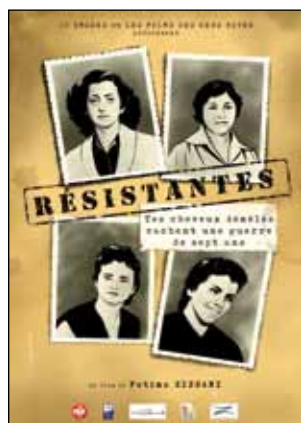
Pierre Aidenbaum, Maire du 3^{ème} arrondissement l'a accueilli chaleureusement et lui a remis deux médailles, (médaille Vermeil de la ville de Paris avec son diplôme et médaille d'honneur du 3^{ème} arrondissement). Le Maire de Stains, Azzédine Taïbi a remercié Roland pour sa défense des expulsés de sa ville dans le cadre du droit au logement, il sera fait citoyen d'honneur de cette ville. Julien Lauprêtre, Président du Secours populaire français a vivement félicité Roland pour son engagement sans faille. Édith Boulanger a remercié Roland, au nom des adhérents du Mouvement de la Paix, d'avoir rendu vivant, accessible, rafraîchissant le droit international. Qui n'a pas entendu Roland marteler « Nous les peuples » en citant le préambule de la « Charte des Nations Unies » pour que les citoyens sortent le droit international du placard et s'en saisissent pour faire pression sur leurs États. Le tableau « Trace de futur » de Gérard Gosselin lui a été remis. Une vraie leçon de jouvence.



FILM

“Résistantes”

Réalisé par : Fatima Sissani
En salle à partir du 20 mars
Durée : 1h16



Avec son documentaire intitulé « Résistantes - Tes cheveux démêlés cachent une guerre de sept ans », Fatima Sissani, née en Algérie et vivant en France depuis l'âge de six ans, propose les regards croisés de trois femmes, Eveline, Zoulikha et Alice, engagées au côté du FLN. Au crépuscule de leurs vies, elles choisissent de témoigner, après des décennies de silence.

Féministe, la réalisatrice a trouvé très important de donner la parole aux femmes. : « En général, quand on parle de guerre on parle d'hommes, mais j'aime cette idée des féministes des années 70 de revendiquer ces espaces de non mixité afin que la parole des dominés soit vraiment déployée ».

Ces trois femmes se remémorent la colonisation et la guerre d'indépendance algérienne qu'elles ont vécues dans leur chair. Avec clarté et pudeur, elles racontent l'Algérie coloniale, la ségrégation, le racisme, l'antisémitisme, la prison, la torture, les solidarités, la liberté et aussi la nature qui ressource, les paysages qui apaisent, la musique et la poésie qui permettent l'échappée...

LIVRE

“Pour vivre heureux, vivons égaux !”

Kate Pickett et Richard Wilkinson
Traduit de l'anglais par Élise Roy.
Éd. Les liens qui libèrent -
416 pages - 24,50€



Pourquoi nos sociétés développées engendrent-elles autant de mal-être ? Les auteurs, spécialistes mondialement reconnus, proposent une thèse révolutionnaire sur les rapports entre inégalité et bien-être. Ils présentent des preuves accablantes indiquant que les inégalités matérielles ont des effets psychologiques puissants. En analysant à la fois l'épidémie d'anxiété actuelle, les comportements de classe, les stéréotypes sociaux, les rapports de domination ou encore les logiques consuméristes, ils élaborent une thèse d'une rare pertinence. Ils contestent surtout ardemment la croyance selon laquelle les humains sont naturellement compétitifs et égoïstes, de même que celle qui voit dans les inégalités le résultat de différences « naturelles » en termes de capacités individuelles. Ils proposent enfin de nombreuses pistes pour construire ensemble les fondations d'un monde plus égalitaire... et donc plus heureux.

FILM

“Le Chant du loup”

Réalisé par Antonin Baudry
Avec François Civil, Omar Sy et Mathieu Kassovitz.



La bande annonce de ce film, sorti en 2019, semble résonner comme une ode à la gloire de l'armée française. Rigueur et professionnalisme, haute technicité des équipements, précision d'horloge des protocoles, militaires sympathiques, dévoués, disciplinés, loyaux, courageux, amicaux, bref : parfaits en tous points.

En même temps il est fascinant de voir comment cette rigueur et cette perfection obligent à aller au désastre dans un engrenage fatal, qui relève quasiment de la tragédie grecque ! Le film met en évidence le danger de la dissuasion nucléaire puisqu'il décrit le processus qui va entraîner des millions de morts, ou même la destruction de la planète, à la suite d'une erreur technique difficilement détectable.

IMAGE DU MOIS

SUCCÈS DE LA MARCHÉ DU SIÈCLE

La Marche pour le Climat du 16 mars 2019 a rassemblé 350000 personnes en France dans 220 villes : un moment fort de l'expression de la nécessaire convergence des luttes pour la paix, le climat et la justice sociale. Ce réel succès n'a pourtant suscité aucune réaction significative de la part du gouvernement. Cette journée a rassemblé pour la première fois citoyen.ne.s, militant.e.s climatiques, jeunes en grève, gilets jaunes, syndicats et de nombreuses associations. A Paris, 107 000 personnes se sont rassemblées derrière la banderole “la Marche du Siècle : pour le climat, pour la biodiversité, pour la justice sociale et contre la répression”. Cette révolte, largement portée par la jeunesse, rappelle que c'est avant tout leur avenir qui est menacé par l'inaction des États et des multinationales. Le printemps climatique et social est lancé !



VIOLENCES POLICIÈRES

La sagesse de manifester



Manifestations, revendications, à vingt ans comme à soixante-dix, c'est la foi en la démocratie et en notre République qui fait marcher le peuple de France. Le peuple veut être entendu ! Pas battu, ni opprimé, ni blessé, ni enjambé. Nous sommes toutes et tous "fragiles" face aux "Robocops".

EN SAVOIR PLUS

• *Le Mouvement de la Paix a lancé une pétition pour interdire les flashball et grenades explosives. Celles-ci seront déposées au ministère de l'intérieur et dans les préfectures : www.mvtpaix.org/wordpress/petitions*

En ce printemps 2019, le gouvernement français a recours de plus en plus à l'utilisation de la force contre des manifestants qui pourtant ne représentaient aucun danger pour l'ordre public. Chacun a bien compris que le gouvernement refuse obstinément d'entendre la colère qui s'exprime depuis des mois et de satisfaire les revendications. Il campe sur des positions favorables aux plus riches. Il n'a plus comme seule réponse que le recours à la violence et aux intimidations. Ses moyens se diversifient : périmètres interdits aux manifestations, provocations policières, et maintenant recours à l'armée. Force est de constater



que le pouvoir est quasiment en « guerre » contre une partie de la population qui estime qu'il faut s'attaquer aux discriminations et injustices sociales. Celles-ci poussent une grande partie de la société dans la misère et la galère, et constituent une violence structurelle.

Nombreux actes

Partout en France, les traumatismes s'accumulent. Une militante responsable d'Attac et adhérente du Mouvement de la Paix, est grièvement blessée à Nice. Geneviève Legay, défendait le droit de manifester en arborant le drapeau Arc-en-Ciel. Alors que dans un premier temps le procureur de Nice récusait toute responsabilité de la police, il reconnaît aujourd'hui le contact d'un policier avec Geneviève. A La Rochelle fin mars, lors des rassemblements des Gilets Jaunes, forces de l'ordre et militaires étaient plus nombreux que les manifestants. Le parquet de

Toulouse annonce avoir ouvert deux enquêtes pour de possibles violences policières filmées lors des mobilisations du 9 février. Sur les images, on voit un homme en fauteuil roulant vêtu d'un gilet jaune qui tente visiblement de récupérer son masque de protection qu'il vient de se faire confisquer. Devant son insistance, le fonctionnaire semble excédé et finit par l'asperger dans les yeux de gaz lacrymogène. Sur le plan national, c'est au moins 18 personnes qui auraient perdu un œil à la suite d'un tir de flashball.

Parole ministérielle

Alors que les « gilets jaunes » déplorent de nombreux blessés, le ministre de l'intérieur a longtemps défendu la stratégie du maintien de l'ordre. Le 18 janvier, Christophe Castaner affirme qu'il n'avait « jamais vu un policier ou un gendarme attaquer un manifestant ou un journaliste », et que les forces de l'ordre n'utilisaient des armes de défense que lorsqu'elles étaient « acculées ». Il parle désormais de « dérapages policiers » et de cent trente-trois plaintes déposées début février à l'IGPN¹ donnant lieu à enquête. Interrogé sur l'usage des LBD² ou des grenades de désencerclement, il parle d'« outils d'une doctrine d'emploi national qu'il nous faut revoir », mais que, dans l'immédiat, « nous gérons des crises extrêmement violentes ».

Condamnations

Nombreuses sont les associations comme le Mouvement de la Paix qui, pour défendre le droit de manifester, ont eu la sagesse de déclarer : « Stop à l'escalade de la violence. Oui à l'ouverture de négociations sociales ». De son côté, dès mi-janvier le défenseur des droits, Jacques Toubon, a demandé la suspension de l'usage des LBD, en raison de la « dangerosité » de ces armes. La dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique aux contestations sociales en cours, alors que se multiplient les condamnations ou alertes internationales³ vis-à-vis des violences policières, ne laisse pas encore présager un printemps serein. L'issue ne peut résider que dans la recherche de solutions négociées - base de la résolution pacifique et non violente des conflits.

Giselle El Raheb et Pierre Villard

¹ Inspection générale de la police nationale

² Lanceurs de balles de défense

³ Conseil de l'Europe, Nations Unies, Parlement européen

ICAN-FRANCE

Une AG pour gagner la ratification du TIAN

ICAN-France tenait son assemblée générale le 16 février dernier au siège de la fondation Heinrich Böll Stiftung à Paris. L'occasion pour les organisations françaises qui agissent pour le TIAN¹ de se retrouver pour tracer les perspectives de leurs actions communes.

Comment développer en France les actions citoyennes pour gagner la signature et la ratification du Traité d'interdiction des armes nucléaires ? Si cette thématique n'est pas explicite dans le débat public, c'est elle cependant qui a permis d'obtenir un traité et dans la foulée le Prix Nobel de la Paix. Cela donne certes une importante notoriété mais aussi des responsabilités. La crédibilité des abolitionnistes sera évaluée à leur capacité d'entraînement collectif pour convaincre l'opinion publique et semer le doute parmi les décideurs politiques.

C'est ainsi que se sont retrouvés à Paris à la fois des représentants d'organisations partenaires de ICAN-France, et des individus engagés individuellement dans la campagne. Si l'on retrouve des organisations « historiques » - c'est-à-dire à la naissance de la campagne - comme la branche française de l'Association internationale l'IPPNW² ou le Mouvement de la Paix, IDN³ présidée par Paul Quilès a rejoint la campagne en 2019.

Bilan d'activités

En ouverture, Pierre Villard a rappelé que ICAN France a pour objectif l'entrée en vigueur et la mise en œuvre du TIAN. Les conséquences humanitaires des armes nucléaires sont à la base du travail du plaidoyer de ICAN. Le débat a montré que les associations partenaires en France agissent sur des problématiques qui vont parfois au-delà, mais que le dénominateur commun reste l'action pour que le traité entre en vigueur. Jean-Marie Collin a présenté et expliqué le bilan des actions réalisées et Patrice Bouveret le bilan financier. Les bilans, ainsi que les quitus, ont été votés à l'unanimité avec un refus de participation aux votes.

Dans une volonté de plus grande efficacité,



ICAN France souhaite apporter plus de communication via son site internet et ses réseaux sociaux, notamment sur les actions des organisations. Il est ainsi demandé un meilleur échange d'informations pour renforcer la coopération et le dialogue. Il a été regretté une sensation de concurrence là où il devrait y avoir convergence.

Arielle Denis a insisté sur la campagne de promotion du traité en France, réalisé à partir des nombreuses projections du film « La Bombe et nous ». Revenant sur le sondage IFOP / La Croix / Planète Paix, initié par le Mouvement de la Paix, Michel Dolot représentant de l'association pacifiste s'est félicité de l'énerverment des partisans de la bombe à la suite des résultats encourageants. Pour Roland Nivet, porte-parole du Mouvement de la Paix il est important de mettre en avant les dynamiques car les organisations sont confrontées à un rapport de force en France sur le sujet du TIAN. Actuellement, les deux pétitions sur le TIAN recueillent ensemble plus de 55 000 signatures.

Actions

Après des échanges fructueux, exigeants et

cordiaux, les participants ont retenu des moments d'actions en commun. Une tribune a été mise en ligne le 8 mars. La présence du collectif français au TNP a été acté ainsi que les actions de sensibilisations début juillet⁴ et début août. En septembre, il est proposé un temps fort pour la publication du rapport de Pax Christi « Don't bank the bomb ». En novembre, les organisations de PACA mettront à profit l'escale du Peace-Boat à Marseille et Monaco. Enfin il est proposé de réfléchir à une nouvelle forme des Journées du désarmement nucléaire début 2020 pour permettre aux militants des différentes organisations de mieux travailler ensemble. De plus, il a été décidé de mettre en place un groupe de travail destiné à clarifier les statuts de ICAN-France afin de permettre à chacun, organisation et individuel, de participer à la dynamique nécessaire.

Charly Laurent

¹ Traité d'interdiction des armes nucléaires

² Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (AFMPGN)

³ Initiatives pour le désarmement nucléaire

⁴ Anniversaire du TIAN le 7 juillet

RASSEMBLEMENTS NÉONAZIS

La guerre ? Un bonheur !

Des milliers de manifestants néonazis se sont rassemblés dans deux capitales de l'est de l'Europe. Ils se préparent au grand jour, le jour où il faudra nettoyer l'Europe de toute cette racaille de démocrates, juifs, pédés, musulmans et autres qui la souillent, la guerre s'offrant dès lors comme une perspective indépassable, un éros suprême, l'extase ultime.

Le 9 février 2019, c'est à Budapest (Hongrie) que quelques 5 à 7 000 néonazis en provenance de divers pays européens se sont rassemblés, sous l'étiquette « La Journée de l'Honneur », affichant force croix gammées, runes SS et, pour les nazillons hongrois, des croix fléchées. On a pu y voir notamment, outre les Hongrois des « Hammerskins » et des « Hatvannégy Varmegye Ifjusági Mozgalom », quelques centaines d'Allemands du groupe « Blood and Honor » (organisation internationale), mais aussi d'autres groupuscules, tels que « Die Rechte », les Suédois du « Nordic Resistance Movement », les Serbes du « Club 28 Serbia », le groupe ukrainien C 14, des Oustachis croates, etc., bref, la fine fleur du fascisme européen. Le prétexte en était la commémoration de la bataille de Budapest (février 1945), qui mena à l'écrasement de l'armée du Reich, censée s'être battue dans l'honneur, par l'Armée Rouge.

Complicité

Ce sympathique raout se répète chaque année depuis 1997, à l'initiative du groupement fasciste hongrois Betyarsereg (les proscrits). Avec ce qu'il faut bien appeler la complicité des autorités hongroises et du chef de gouvernement, Viktor Orban, en particulier, ils ont défilé à travers les principales artères de la ville, pour beaucoup d'entre eux revêtus d'uniformes de la Wehrmacht ou de la Waffen-SS, et munis de fusils d'assaut et de grenades à manche. Dans les discours, on n'a pas manqué d'exalter le rôle et la vaillance des armées nazies, mais aussi de s'en prendre, une nouvelle fois, à « l'ennemi éternel » ou « ennemi véritable », désignations à peine cryptées du juif honni. La délégation allemande ne s'est pas fait faute, à cette occasion, de ponctuer sa logorrhée antisémite d'authentiques citations d'Hitler. A l'issue du rassemblement de la Place Kapisztrán, on entama une marche de nuit de 60 km, histoire de maintenir à un niveau convenable la forme de ces chevaliers de l'ignominie.

Reliques

A peine une semaine plus tard, le 17 février, c'était à Sofia (Bulgarie) qu'un bon millier de néonazis, encore plus virulents si c'est possible (slogan : « Hitler, c'est le minimum »), se rassemblaient, là aussi en provenance de toute l'Europe, mais cette fois-ci avec une dizaine de Français du Parti Nationaliste Français et de Jeune Nation. Il s'agissait, d'honorer la mémoire du général bulgare Hristo Lukov, farouche antisémite,

chef des légions nationales bulgares, intime de Goering et assassiné le 13 février 1943 par des résistants bulgares. C'est le groupe d'extrême-droite « l'Union nationale bulgare » (BNS - 10% des votes) qui organise chaque année cette marche du souvenir (aux flambeaux, dans la tradition nazie), très courue par tous les nostalgiques du III^{ème} Reich. Pas de longue marche militaire à travers les champs et les bois, cette fois-ci, mais un incroyable marché de toutes les reliques nazies possibles et imaginables : décorations, médailles, drapeaux, uniformes, casques, poignards, « Mein Kampf », etc. les pièces les plus recherchées étant des portraits, voire des bustes d'Hitler. Le tout au grand jour, bien entendu. L'exécutif bulgare (de droite) et, en particulier, la municipalité de Sofia ont, paraît-il, bien tenté de faire interdire cette manifestation de partisans déclarés du nazisme et défenseurs de la race bulgare (?) ; mais la justice du pays en a décidé autrement. On n'a pas vu la police intervenir.

Réactions

Sur le coup de midi, entre 500 et 1000 contre-manifestants se sont rassemblés devant la mosquée de Sofia en scandant « Pas de nazis dans nos rues » et clamant leur solidarité avec les migrants. Mais la police n'a pas permis aux antifascistes étrangers, venus à cette occasion, de se joindre à leurs amis bulgares. La paix est-elle sauvée pour autant ?

Tout le monde connaît la célèbre citation de Bertold Brecht sur la bête immonde dont le ventre est encore fécond (« La résistible ascension d'Arturo Ui » - 1941). Il conviendrait là d'en rappeler une autre, antérieure (1930), de Josef Roth (écrivain autrichien 1894-1939), qui lui a peut-être servi de modèle : « *De la face énergique du dictateur welche¹ au regard noblement tourné vers le nord et au menton qui fait songer à un casque d'acier renversé, à la figure d'un Adolf Hitler dont les grimaces ont devancé celle de ses électeurs et où chaque partisan peut constater, comme dans un miroir, que tout est déjà là : les Dintter et les Lauff², la bête immonde et son âme, le doré sur tranche et le filet de sang.* »

Jean-Paul Vienne

¹ Terme allemand un peu ancien, pour désigner, souvent péjorativement, les Italiens. Ici : Mussolini

² Deux intellectuels allemands antisémites (aujourd'hui oubliés), qui ont alors vigoureusement soutenu Hitler

RACISME

Combattre l'antisémitisme aujourd'hui

Jean-Guy Greilsamer, Membre de l'UJFP¹, explique comment concevoir la lutte contre l'antisémitisme aujourd'hui, comment la lier à la lutte contre tous les racismes sans la considérer comme plus importante que les autres. Il proteste contre l'instrumentalisation de ce racisme, instrumentalisation à des fins qui contribuent à l'entretenir.

La réalité de l'antisémitisme en France est indéniable : des meurtres antisémites ont eu lieu (perpétrés par Mohamed Mérat à Toulouse, par Amedy Coulibaly dans un Hyper Cacher, etc.) des cimetières juifs sont profanés, des inscriptions et des propos antisémites se répandent...

Comment combattre efficacement l'antisémitisme aujourd'hui ? Il s'agit bien-sûr de trouver et sanctionner les coupables et de combattre tous les clichés complotistes qui essentialisent les Juifs comme cherchant à dominer le monde.

Mais il s'agit aussi de ne pas isoler l'antisémitisme des autres racismes et de s'opposer à une instrumentalisation de l'antisémitisme à des fins qui contribuent à l'entretenir.

Dans le contexte actuel d'accroissement de tous les courants racistes, il est important de ne pas considérer l'antisémitisme comme un racisme supérieur aux autres racismes, digne d'un traitement privilégié. Aujourd'hui les racismes issus du passé colonial de la France, les racismes anti-arabe, anti-roms, (violentes agressions suite à des rumeurs), islamophobes (tuerie en Nouvelle-Zélande), négrophobes, etc., sévissent aussi fortement, souvent encouragés par des discriminations ou par des répressions policières, et toute mise en concurrence des racismes nuit à tous les antiracismes.

Des amalgames intolérables

Il est nécessaire aussi de dénoncer la confusion de l'antisémitisme avec l'antisionisme (qui est une idéologie née dans la population juive elle-même) et avec le combat résolu contre l'actuelle politique israélienne coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique. C'est cette confusion qu'a développée le prési-



dent Macron dans son discours du 20 février 2019 lors du traditionnel dîner du CRIF², entérinant une définition de l'antisémitisme permettant d'inclure des critiques contre l'État d'Israël et condamnant une nouvelle fois le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international).

Il s'agit là d'une politique qui ne peut qu'entretenir ou encourager l'antisémitisme, parce qu'elle assimile les Juifs au régime israélien et parce qu'elle souhaite museler un mouvement, le boycott de l'État d'Israël, qui relève de la liberté d'expression, ainsi que le reconnaissent Frederica Mogherini, haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et de nombreux autres personnalités et organismes.

Une instrumentalisation dangereuse

De même, le gouvernement se sert aussi des Juifs contre le mouvement des Gilets jaunes, qu'il a prétendu largement infiltré par des antisémites. Les antisémites cherchent certes à s'infiltrer dans de nombreux domaines, mais instrumentaliser l'antisémitisme comme le

fait le gouvernement classe la grande majorité des Juifs de son côté et les désigne comme cibles potentielles des révoltes populaires.

Tous ces comportements gouvernementaux ont suscité de nombreuses protestations, dont beaucoup sont publiées sur le site de l'Union Juive Française pour la Paix : www.ujfp.org

Les militant-e-s de l'UJFP ont publié un livre : « Une parole juive contre le racisme ». Ils sont disponibles pour présenter dans les établissements scolaires ou toute autre communauté ce livre, qui développe l'histoire de l'antisémitisme et promeut un antiracisme politique et pas seulement humanitaire, et pour animer des discussions sur le racisme et l'antiracisme.

Jean-Guy Greilsamer

¹ UJFP : Union Juive Française pour la Paix

² Conseil Représentatif des Institutions Juives de France

EN SAVOIR PLUS

• « Une parole juive contre le racisme » 2^{ème} édition (janvier 2018). À commander en ligne sur notre site : www.ujfp.org/spip.php?article6114

■ Génocide des yézidis discuté au Parlement européen



Le 28 février, une conférence a eu lieu au Parlement européen sur le génocide des Yézidis commis par l'État islamique en août 2014.

Le Parlement francophone de Bruxelles, en partenariat avec le Collectif belge pour la prévention des crimes de génocide et contre le négationnisme, Women for Justice, le Centre laïc juif David Susskind (CCLJ) et AGBU Europe a organisé une conférence dédiée aux femmes yézidies. Exposés sur l'histoire des Yézidis (les Yézidis ont été massacrés 73 fois au cours de l'histoire) et sur les récents massacres génocidaires les ayant visés. Les témoignages de deux femmes ont été écoutés relatant toutes sortes de supplices commis par les terroristes de l'EI. La présidente du Parlement, Julie De Grootte, a souligné que, malgré les leçons tirées de l'histoire, de telles tragédies se répètent. Elle a dénoncé l'attitude de la communauté qui « a réagi avec indifférence au génocide des Yézidis, qui a affecté particulièrement les femmes ».

■ LBD : demande de moratoire

Trente cinq ophtalmologues se mobilisent contre l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD). Hospitaliers, professeurs ou maîtres de conférences, ils ont écrit à Emmanuel Macron pour réclamer « un moratoire ». Le JDD a publié ce courrier le 10 mars : « Monsieur le Président, une telle 'épidémie' de blessures oculaires graves-



simes ne s'est jamais rencontrée », écrivent-ils en récusant le hasard ou l'inexpérience. « Le grand nombre de balles tirées avec une force cinétique conservée à longue distance et l'imprécision inhérente à cette arme devaient nécessairement entraîner un grand nombre de mutilations ». Selon le Secrétaire d'État à l'Intérieur, Laurent Nuñez, plus de 13 000 tirs de LBD ont été enregistrés depuis le début du mouvement des « gilets jaunes ».

■ Premier Prix Simone Veil

Le 8 mars a été remis à l'Élysée, le premier prix Simone Veil. La récipiendaire est Aissa Doumara Ngatansou, camerounaise qui gère une association d'aide aux

victimes de viols et de mariages forcés dans son pays. Celle-ci a



déclaré accueillir ce prix « avec beaucoup d'émotion » et l'a dédié « à toutes les femmes victimes de violences et de mariages forcés, à toutes les rescapées de Boko Haram », le groupe jihadiste actif au Nigéria et dans les zones frontalières. Emmanuel Macron a annoncé que la France allait consacrer 120 millions d'euros à un fonds pour soutenir « la lutte contre les violences et les discriminations faites aux femmes » dans le monde. Il a proposé d'accueillir en 2020 une conférence mondiale sur les femmes vingt cinq ans après celle organisée par l'ONU à Pékin en 1995.

■ Prix Montluc Résistance et Liberté 2019

Ces prix annuels récompensent des ouvrages, des productions audiovisuelles ou des initiatives particulières qui favorisent l'analyse, la réflexion, la revalorisation des valeurs de résistance et de liberté et en promeuvent l'actualité. Ils sont notamment soutenus par le mécénat de la famille de Serge Dassault qui a été, avec sa famille, emprisonné

à Montluc sous Barbie. En février 2019, ils ont été décernés à : Robert Badinter, Prix spécial du jury, pour son ouvrage « Idiss » (Éd. Fayard), homme politique entré dans la mémoire collective des Français avec l'abolition de la peine de mort en France en 1981 ; Salahattin Demirtas pour « l'Aurore » (Éd. Emmanuelle Collas), homme politique kurde et écrivain, actuellement empri-



sonné pour son action politique en faveur de la démocratie ; Hala Alabdalla, cinéaste syrienne qui cherche avec le programme « Savoir, voir et revoir », à former à l'image des jeunes Syriens, réfugiés en France.

■ Appel à soutien : délégation TNP

Henry-Xavier Hofbauer représentera le Mouvement de la Paix au 3^{ème} Comité préparatoire du TNP 2020 qui a lieu du 29 avril au 10 mai 2019 au siège de l'ONU à New York. Il est fait un appel à dons pour envoyer sur place un jeune responsable national de l'association. Henry-Xavier avait assisté en 2017 à l'une des conférences qui ont abouti au TIAN (voir Planète Paix N°620/621 mars-avril 2017).

Ça se passe près de chez vous

- **Nevers (58)** : Vendredi 12 avril à 18h, Espace Stéphane Hessel (20 rue Henri Fraisoit) Projection du film « La Bombe et nous, l'arme atomique aujourd'hui » suivi d'un débat avec la participation de Pierre Villard, rédacteur en chef de Planète Paix, co-porte-parole de ICAN-France.
- **Izieu (01)** : Lundi 13 avril. Sortie au Mémorial d'Izieu organisée par Comité Achères-Poissy-Carières (78). Contact 06 63 00 84 61
- **Castres (81)** : Lundi 15 avril à 20h, Ciné-débat au Lido (24 quai Miredames) « La Bombe et nous, l'arme atomique aujourd'hui » suivi d'un débat avec la participation de Paul Quilès, ancien ministre de la Défense, président de Initiative pour le désarmement nucléaire.

- **Bourges (18)** : Présence du Mouvement de la Paix dans les allées du Printemps de Bourges du mercredi 17 au samedi 20 avril de 15h à 18h pour faire signer la lettre adressée au président de la République pour que la France signe le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN).
- **Achères (78)** : Vendredi 10 mai. Projection du film « Samouni Road » au cinéma Pandora et débat avec Nicole Bouxel et une représentante de l'UJFP.
- **Grenoble (38)** : Lundi 13 mai à 18h. Maison des Associations, 6, rue Berthe de Boissieux. Mission d'information sur le nucléaire : « 50 ans après le TNP : où en est-on ? » avec Jean-Paul Lecoq, coauteur avec le député Michel Fanget, du rapport parlementaire éponyme.

UN COMMERCE PAS SI BANAL

- **VENTES D'ARMES**

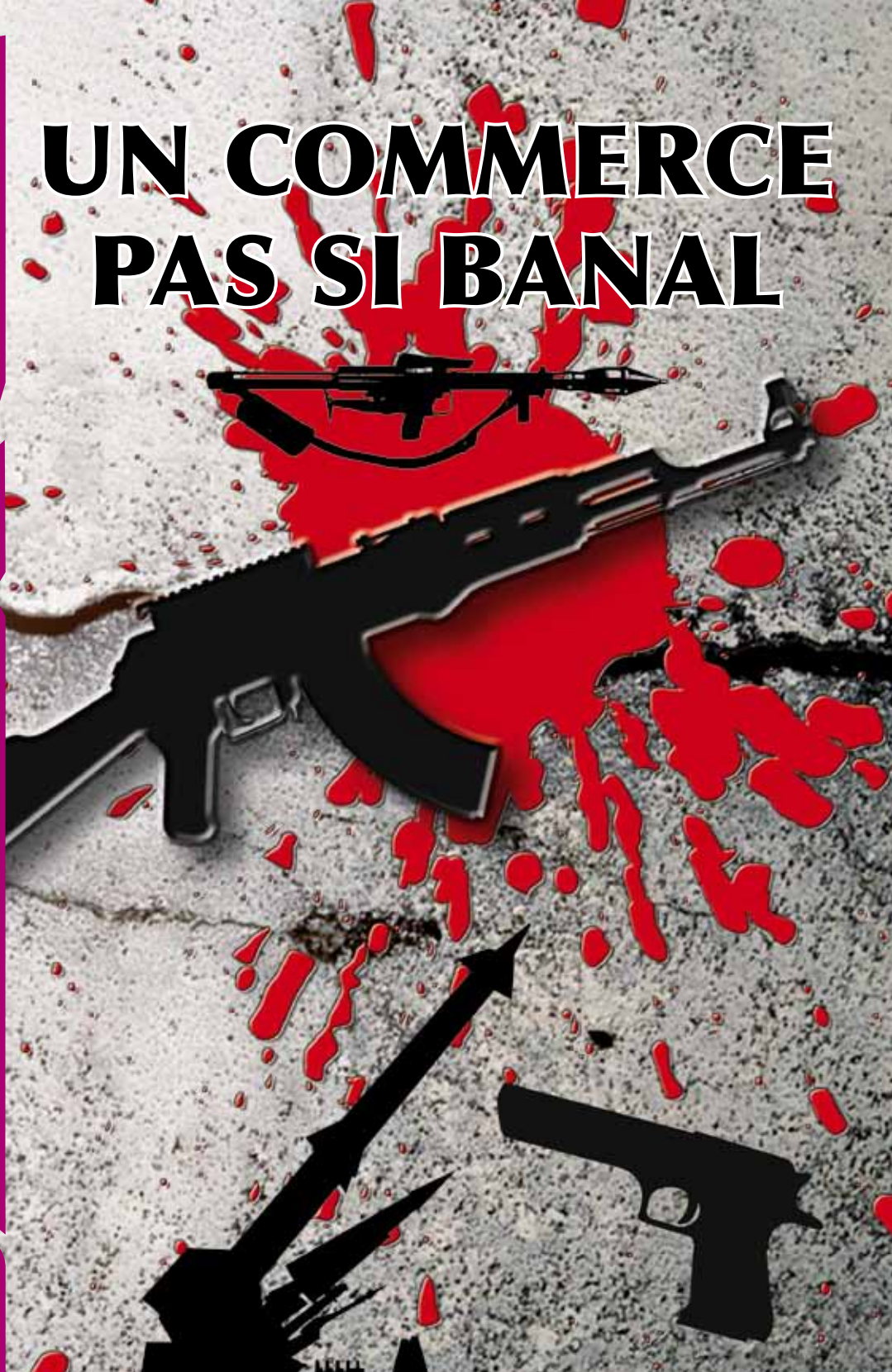
Un commerce à contrôler

- **TCA**

Les atouts d'un jeune traité pour contrôler le commerce

- **RECONVERSION**

Industries à diversifier sur les chemins de la paix



Fort de l'adage arriéré « si tu veux la paix prépare guerre », les marchands d'armes font pression sur les responsables politiques pour les convaincre de financer les projets toujours plus onéreux d'une sécurité militaire. Celle-ci montre pourtant sa cruelle inefficacité. N'est-ce pas à force de préparer les guerres qu'on finit par les faire ?

En 2018, Jan Eliasson, président de l'Institut international de recherches pour la Paix de Stockholm (SIPRI), faisait part de sa crainte « La poursuite de dépenses militaires mondiales élevées est une source de préoccupation. Elle sape la recherche de solutions pacifiques face aux conflits ». Heureusement, malgré ce contexte, des femmes et des hommes, en partenariat avec des ONG, des États et l'ONU, œuvrent à la mise en place de traités de contrôle des armes. Parallèlement les salariés des industries militaires rivalisent d'ingéniosité pour diversifier et convertir leur production. Autant d'atouts qui nous permettront un jour d'abolir les armes pour abolir la guerre.

Dossier réalisé par Janine Doussot, Laurette Mugnier et Roland Gardien, responsables savoyards du Mouvement de la Paix.

VENTES D'ARMES

Un commerce à contrôler

Les armes ne sont pas des marchandises. Leur commerce n'est pas inoffensif dans un contexte international marqué par une augmentation des dépenses militaires.

Le SIPRI¹ a rendu son dernier rapport sur les transferts internationaux d'armes le 11 mars 2019. Les exportations d'armes ont connu depuis 2009 une augmentation importante. La France conforte son 3^{ème} rang d'exportateur mondial en augmentant de 43% ses ventes d'armes depuis 2014. Elle est un artisan majeur du commerce mondial des armes.

L'industrie d'armement

En France, l'industrie d'armement est ancrée dans l'histoire du pays. Elle est liée au développement du capitalisme. Au Moyen-Âge, la fabrication des armes employait déjà beaucoup d'ouvriers. Les métiers étaient très diversifiés et correspondaient par exemple à chaque pièce des vêtements des soldats.

Au 17^{ème} siècle, la fabrication des armes devient une industrie d'état. Maximilien Titon, marchand d'armes est pressenti par François Michel Le Tellier, marquis de Louvois² pour organiser la fabrication et la vente d'armes. Louis XIV prépare de nombreuses guerres et décide de se donner les moyens de cette politique en faisant de la fabrication des armes "une sorte d'industrie particulière, réservée à une véritable corporation dont les membres seront nommés et contrôlés par lui".

Saint-Étienne par exemple est depuis le 15^{ème} siècle un important centre de fabrication d'armes. Au 17^{ème} siècle Louvois demande qu'on y fabrique des mousquets. La manufacture royale y sera installée en 1784. Quelques années plus tard, lors de la Révolution, Saint-Étienne devient « Armeville » et fournit en armes les troupes révolutionnaires. La manufacture d'armes fermera en 2001 au moment où le gouvernement choisit les fusils HK416 allemands pour équiper l'infanterie française.

Les armes et l'État

L'industrie d'armement française est très étroitement imbriquée à l'appareil d'État. Son histoire montre d'une part la volonté d'indépendance nationale, d'autre part sa dépendance à la commande publique. La production d'armes françaises est aujourd'hui à même de répondre à presque tous les besoins de l'armée française. On compte sept ou huit grands groupes qui dominent ce secteur de l'économie de même que des milliers (entre 4 et 5 000) de PME³. Quinze des cinquante plus grosses entreprises françaises sont des usines d'armement. Des régions entières dépendent de l'industrie d'armement. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, un emploi sur cinq est concerné, un sur dix en Aquitaine, Île de France, Bretagne, Val de Loire. Le chiffre d'affaires annuel est de 15 milliards d'euros. Cette industrie emploie 400 000 personnes dont 165 000 dans les usines d'armement.

C'est pourquoi le chantage à l'emploi est si fréquent. Pourtant des études montrent qu'un milliard d'euros investi dans l'activité militaire crée beaucoup moins d'emplois que le même milliard investi dans l'éducation, la santé, les transports ou les énergies vertes.

Selon les dirigeants industriels, militaires, politiques, la technologie militaire entrainerait des progrès pour la technologie civile. Claude Serfati conteste cette affirmation dans son livre « Le militaire, une histoire française ». Il dénonce également la captation, par les grands groupes militaro-industriels, d'une très grande partie des crédits de recherche et développement.

Corruption

Les vendeurs d'armes ont souvent alimenté la chronique et ont parfois servi d'exemple à des personnages de la littérature ou du cinéma. Le célèbre vendeur d'armes Basil Zaharoff (1849-1936) sert, en 1905, de modèle à Andrew Undershaft dans la pièce de Georges Bernard Shaw « Major Barbara ». En 1937, il sera le Basil Basaroff de "L'oreille cassée" de Tintin. Il est le représentant de l'entreprise britannique Vickers puis son principal actionnaire. Il surclasse les autres représentants en armes de Krupp, Schneider, Skoda. Il est en lien avec toutes les plus hautes sphères politiques. Avant la première guerre mondiale, il est accusé d'avoir corrompu Clémenceau. Les frères de Clémenceau ainsi que son fils ont obtenu des postes très importants dans les nombreuses entreprises qu'il dirigeait.





Adnan Khashoggi est l'oncle de Jammal Khashoggi, le journaliste saoudien mort assassiné le 1^{er} octobre 2018 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. En 1954, il commence par acheter des camions aux USA. Puis il se rend compte qu'il peut faire des profits faramineux en vendant des armes. Il devient le représentant exclusif de Lockheed pour le Proche-Orient, mais il vend aussi des blindés pour les entreprises françaises. Il mène une vie de luxe, gagne des centaines de milliers de dollars avec des commissions allant de 5 à 15% du montant des ventes. Cet argent lui sert à payer des pots de vin aux acheteurs. Dans l'Irangate, il sert de banquier en s'arrangeant avec la succursale de Monaco de la Banque BCCI et avec le Crédit Suisse pour faciliter les transactions entre les USA, Israël et l'Iran. Des intermédiaires comme Khashoggi, il en existe des dizaines au service de tous les pays.

Règlementation

Cependant, le commerce des armes ne peut pas être réduit à ces personnages dignes des meilleurs films d'espionnage.

Au contraire, c'est un commerce très réglementé qui obéit à des critères stricts, largement présentés comme preuve de transparence. Secteur très important de la balance commerciale des États, les ventes d'armes présentent certaines particularités. Une vente d'armes est rarement le fait d'un seul homme. Des dizaines de personnes très différentes sont appelées à intervenir. Ingénieurs, analystes politiques, juristes, conseillers militaires, commerciaux... avec des soutiens politiques, diplomatiques, militaires. Sur une grosse offre, c'est un travail de plusieurs années.

L'État intervient sur chaque vente d'arme. Une licence est obligatoirement délivrée avant d'entamer les démarches. Chaque étape de

la vente exige une autorisation unique et exceptionnelle. Deux institutions ont leur mot à dire ; la DGA⁴ et la CIEEMG⁵.

La DGA compte 9 700 employés (51% d'ingénieurs et cadres) et s'occupe des programmes d'armement en cours, des exportations, des crédits pour la recherche et le développement, de l'équipement des armées françaises. Elle gère neuf centres d'essais dans toute la France. Elle est présente dans vingt pays, auprès de l'OTAN et de l'Union Européenne.

La CIEEMG se réunit chaque mois et elle comprend des représentants de trois ministères : les Armées, les Affaires Étrangères, l'économie et les finances.

Les salons d'armement

C'est l'endroit où se rencontrent tous les protagonistes des ventes d'armes. Ce sont des hypermarchés spécialisés dans les armes de guerre qui présentent les dernières innovations, les matériels les plus performants. Des stands de dizaines de pays exposent leurs derniers bijoux technologiques. On y croise des industriels, des visiteurs du monde entier notamment les militaires et les décideurs politiques. Des plates-formes d'essai permettent aux visiteurs de mieux apprécier les performances technologiques des matériels proposés. En France, on en décompte quatre : Le Bourget, Euronaval, Milipol, Eurosatory. Aux côtés des grands groupes, on retrouve les PME liées à l'industrie d'armement et notamment les startups courtisées par l'armée. Le Ministère des Armées y est largement présent non seulement par la présence de stands imposants mais aussi par la présence d'officiers, de militaires venus sur les stands des industriels faire la promotion des matériels exposés. Car rien ne vaut l'argumentation du « combat proven », « éprouvé au combat » pour vendre des armes.

La place des ministères

Le Ministère des Armées est omniprésent dans chaque vente d'arme. Le Ministère de l'Économie et des Finances facilite ces ventes par tous les moyens : prêt, assurance des contrats, garantie de caution, exonération fiscale... Le Ministère des Affaires Étrangères, notamment par la présence dans chaque ambassade d'un attaché de défense au contact des dirigeants de tous les pays, apporte un soutien très précieux aux vendeurs d'armes. Les entreprises du secteur sont regroupées au sein de groupements professionnels : interlocuteurs privilégiés du Ministère des Armées, ils sont aussi représentants d'intérêts auprès du Parlement.

Moralité

Certains citoyens s'interrogent, des associations s'élèvent contre le montant faramineux des dépenses militaires et celui des transferts d'armes. Est-ce bien moral de baser toute une économie sur une industrie qui fabrique des armes qui "n'ont pas, a priori, une fonction décorative" car "ce que l'on vend a une capacité d'action" comme le disait cyniquement Florence Parly en présentant le dernier rapport du gouvernement sur les exportations d'armes.

Janine Doussot, Laurette Mugnier et Roland Gardien

¹ Stockholm International Peace Research Institute, institut suédois indépendant

² Homme d'État français et l'un des principaux ministres de Louis XIV

³ Petites et moyennes entreprises

⁴ Direction Générale de l'Armement

⁵ Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre

TCA

Les atouts d'un jeune traité pour contrôler le commerce

La nécessité de moraliser le commerce des armes en le réglementant n'est pas une préoccupation nouvelle.

Laurette Mugnier revient sur les étapes qui ont conduit à l'adoption du Traité sur le commerce des armes (TCA) par l'Onu le 2 avril 2013.

Signé par 130 États, il est entré en vigueur le 24 décembre 2014.

Dès le 19^{ème} siècle, le développement du commerce international des armes connaît un essor sans précédent. Mais bien avant, des pays s'accordaient déjà pour éviter les transferts d'armes à d'éventuels ennemis. Le premier texte portant sur une réglementation internationale est adopté le 2 juillet 1890. « L'Acte de Bruxelles » est signé par dix sept pays dans le cadre de la lutte contre le commerce triangulaire et l'esclavage. Il faut attendre la fin de la première guerre mondiale pour voir de nombreux États s'accorder sur la nécessité d'une réglementation internationale à vocation universelle. La création de la Société Des Nations donne une impulsion à cette volonté nouvelle. Après la seconde guerre mondiale, la « Charte des Nations Unies » confie au Conseil de sécurité l'élaboration de plans en vue d'établir un système de réglementation.

Plus près de nous

En 1997 : l'OCDE¹ ouvre à la signature une Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Des lauréats du prix Nobel de la Paix réclament un Code de conduite sur les transferts internationaux d'armes. Trois ans plus tard, des ONG élaborent, avec l'aide d'experts juridiques internationaux, le premier "projet de convention cadre sur les transferts internationaux d'armes" qui devient la base des principes généraux régissant les transferts d'armes.

Octobre 2003, une coalition² lance la campagne mondiale « Contrôlez les armes ». Un combat difficile commence pour convaincre les États de la nécessité d'adopter un traité pour réguler ce commerce. Décembre 2006 l'Assemblée générale des Nations unies vote pour la première fois en faveur d'un processus d'élaboration d'un traité. Quelques années plus tard, 154 États adoptent à l'ONU un Traité international sur le commerce des armes. Celui-ci entre en vigueur le 24 décembre 2014.

Des règles

Le TCA n'a pas pour but d'interdire la vente et l'utilisation des armes mais il impose des règles strictes. Ainsi, avant toute vente d'armes conventionnelles, de

munitions ou d'articles connexes, le gouvernement du pays fournisseur doit évaluer les risques liés à ce transfert, au regard de critères bien précis, notamment pour déterminer si ces armes sont susceptibles d'être utilisées de manière abusive pour perpétrer des violations des droits humains ou des crimes de guerre. Le cas des ventes d'armes par la France à l'Arabie Saoudite en est une illustration. Le TCA laisse de côté les matériels de sécurité et de police, les radars et systèmes de surveillance ou encore les transferts de technologie. Ce qui pose quand même de sérieux problèmes.

Des absents

Le TCA souffre de l'absence remarquable de quelques poids lourds³ de ce commerce, 60 % des transferts internationaux d'armes échappent au TCA. De plus, de nombreux autres États Parties - comme la France - semblent ne pas avoir la volonté politique nécessaire pour régler les problèmes de respect du Traité ni pour garantir l'obligation de rendre des comptes. Cela montre que le TCA n'est pas parfait surtout parce qu'il ne définit pas suffisamment de sanctions envers les États Parties qui enfreignent les règles établies. Mais c'est un traité « jeune ». Chaque année une « Conférence des États Parties » est chargée d'examiner toute question suscitée par l'interprétation du Traité et les propositions d'amendement qui pourraient être déposées.

Si le TCA n'est certainement pas la panacée, il a le mérite de sortir de l'ombre une activité commerciale et politique à haut risque qui ne doit plus pouvoir se cacher derrière le sceau de la sécurité nationale et des intérêts stratégiques. Les États parties ne pourront pas continuer longtemps de juger responsables les transferts d'armes vers des zones de conflits, des pays en guerre ou des régimes brutaux en connaissant pertinemment les destructions et les souffrances humaines qui en découlent.

Laurette Mugnier

¹ Organisation de coopération et de développement économiques

² Avec à sa tête Amnesty International, Oxfam et le Réseau d'action internationale des ONG sur les armes légères

³ Arabie saoudite, Chine, États-Unis, Inde, Pakistan et Russie

RECONVERSION

Industries à diversifier sur les chemins de la paix

La course aux armements sophistiqués est un gouffre pour le budget des États.

Nous sommes dans un cercle vicieux : il faut vendre des armes pour pouvoir en produire.

N’y a-t-il pas urgence à briser ce cercle pour avancer vers le désarmement ?

Et penser la conversion des industries de ce secteur.

Nous sommes nombreux à avoir chanté les mots de Romain Rolland : « Nous fondrons les piques pour des faux... ». Hélas, nous n’en sommes pas là et il ne faut pas se cacher les problèmes posés par la conversion : outre des défis techniques et économiques, il faudra aussi relever des défis sociaux et humains. En France, par exemple, le secteur de l’industrie de l’armement représente un nombre élevé d’emplois et il importe que les travailleurs de cette industrie ne soient pas les perdants d’une restructuration économique d’ampleur. Qu’en disent-ils ? Faute de prises de positions d’autres syndicats contactés par mails (la FEAE, fédération de la défense CFDT, et l’UFSO de FO défense) pour une demande de renseignements, voici la position de la CGT en 2017 : « Agir pour la Paix, pour le progrès social est indissociable de la lutte pour le désarmement. Or les dépenses militaires ne cessent d’augmenter et dans cette course folle, la France est dans le top 3 des vendeurs d’armes... Comment ne pas s’interroger sur l’absurdité de cette course, comment ne pas rêver d’un monde où ces milliards seraient consacrés à la satisfaction des besoins humains, à la santé, à l’éducation, au logement, au progrès social ou encore au développement durable ? Dans la métallurgie, la question de la production et de la commercialisation des armes nous percute puisque des milliers d’emplois sont directement liés à cette activité industrielle... mais le maintien de l’emploi doit-

il dépasser toute autre considération comme celle de la Paix ou du progrès social ? La CGT demande que les compétences immenses des bureaux d’étude, des ateliers de fabrication ou de maintenance s’orientent vers la diversifi-

de l’industrie de l’armement est essentiel. Il faut préciser que pour la CGT, comme pour une institution internationale telle l’ONU, cela ne signifie pas qu’il faille porter atteinte aux missions légitimes de protection de l’intégrité et de la souveraineté des pays mais elles préconisent de limiter les forces nécessaires à un niveau de stricte suffisance et placent toute perspective de conversion dans le cadre d’une réorientation du développement mondial. Elles insistent également sur la nécessité, pour les politiques, de mettre en place des plans de conversion à moyen et long terme.



cation dans l’usage des technologies vers des applications civiles, vers le soutien à la reconquête industrielle, vers une économie circulaire allant de la réparation à la déconstruction des équipements de défense. »

Éthique

Cette lutte a déjà commencé puisqu’en 2012, par exemple, la CGT s’est opposée à la direction de Thalès qui désirait vendre son activité radiologie. Elle porte au contraire le projet de développement de l’industrie de l’imagerie médicale et le met à la disposition de tous pour qu’il devienne un projet citoyen. Ce soutien apporté par des acteurs du secteur

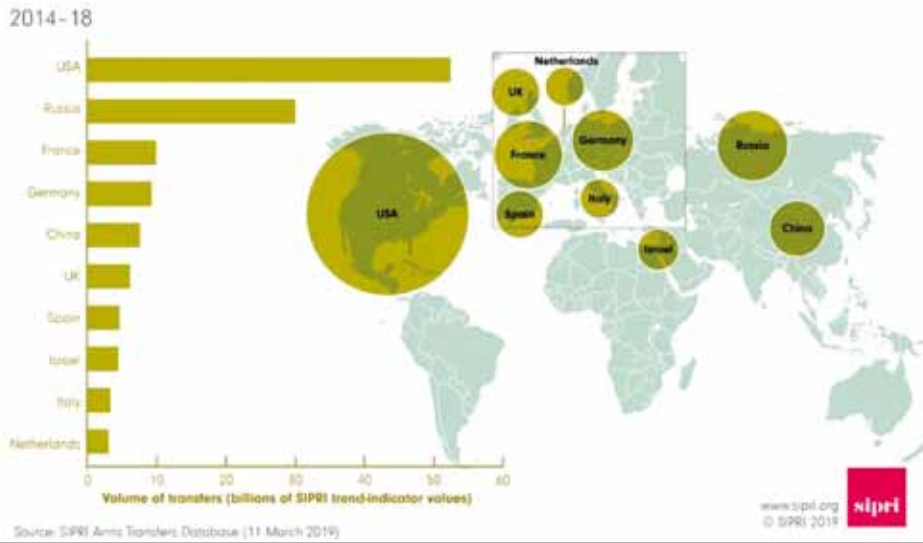
Sécurité globale

De plus, il semble indispensable que de nouveaux concepts soient mis en œuvre tels que la prévention, la prévision et la gestion des crises, d’une part, et d’autre part, aussi la sécurité globale qui repose sur une répartition plus équitable des richesses et rejoint le concept de développement durable.

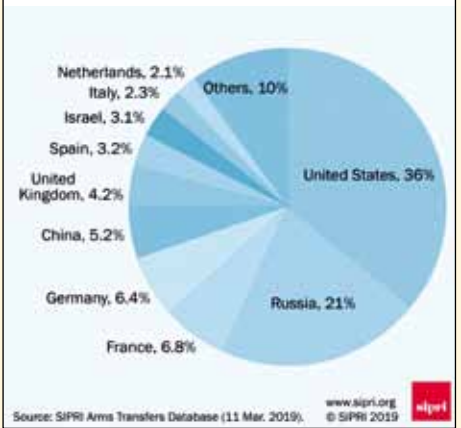
Le défi de la conversion met en évidence la nécessaire transformation des mentalités et des comportements. Pour y contribuer, une Éducation à la Paix doit absolument se développer en s’appuyant sur un travail de recherche spécialisé. Cela constitue une condition à la sensibilisation des publics et des responsables particulièrement dans une période où s’imposent réflexion et débats.

JD, LM et RG

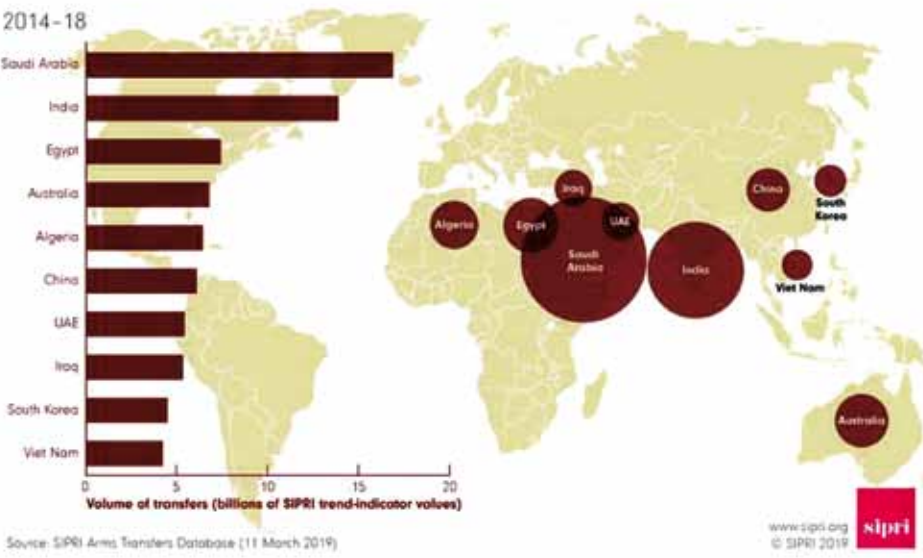
LES 10 PLUS GROS EXPORTATEURS D'ARMES DANS LE MONDE



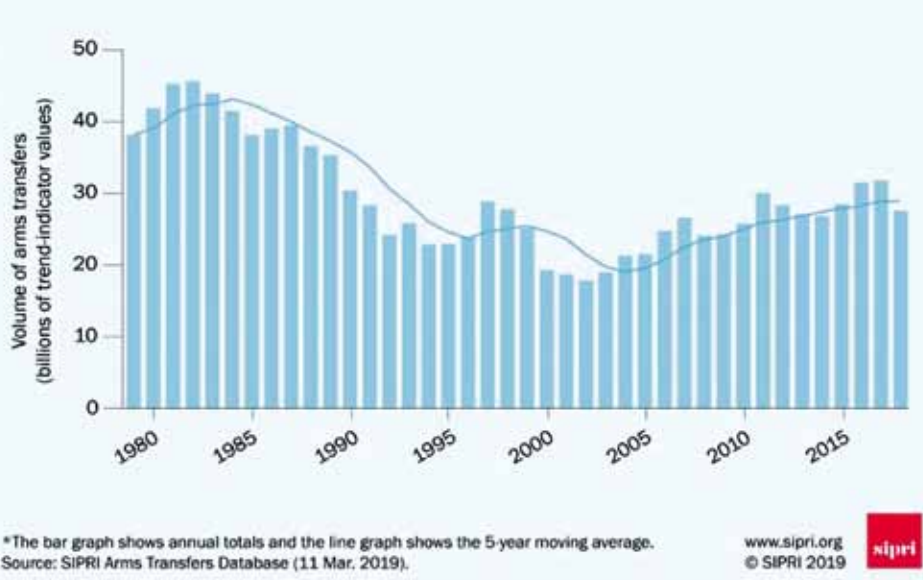
Part mondiale des principales exportations d'armes par les 10 plus gros exportateurs 2014-2018



LES 10 PLUS GROS IMPORTATEURS D'ARMES DANS LE MONDE



Tendance des transferts internationaux des principales armes



Le prochain « salon international de Défense et de Sécurité terrestres et aéroterrestres », Eurosatory du 8 au 12 juin 2020, est présenté comme « le salon mondial incontournable ». Créé en 1967, il ouvre ses portes tous les deux ans afin de réunir toute l'offre et la demande mondiale du secteur et ne cesse de s'agrandir. La qualité incontestable de ce salon n°1 mondial repose, d'après ses organisateurs, sur 4 fondamentaux : l'international, le business, la vitrine technologique et le centre de réflexion.

Des militaires pour la paix ?

“La Guerre !

C’est une chose trop grave pour la laisser aux militaires.”

disait Georges

Clémenceau.

La Paix n’est-elle

que du ressort

des diplomates ?

Les militaires

ne sont-ils que

d’irréductibles

“va-t-en guerre” ?

Il convient de

sortir des préjugés

et de se pencher

sur les exemples,

historiques et

modernes, des

militaires qui se

sont engagés

pour la Paix.

Pacifistes et militaires peuvent-ils s’entendre ?

Le Mouvement de la Paix fait actuellement grand cas de l’avis et des compétences de deux généraux français (du cadre de réserve), le Général Bernard Norlain (cofondateur d’Initiative pour le Désarmement Nucléaire) et le Général Francis Lenne, tous deux anciens de l’Armée de l’Air, tous deux pourfendeurs convaincus et éloquents des armes nucléaires (les françaises comme toutes les autres dans le monde). Une incongruité ? Un concours déplacé, voire choquant ? Il est vrai que le mouvement pacifiste est traversé depuis ses origines par une grande méfiance à l’endroit du militaire, si ce n’est un rejet total, un courant clairement antimilitariste. Il n’est néanmoins pas inutile de faire le point sur le type de relation, sur les plans à la fois conceptuel, géostratégique et historique, que peut entretenir l’institution militaire avec le mouvement pacifiste.

Tout cela dépend, en vérité, de la définition que l’on donnera du militaire, de son rôle dans la société et, notamment, du régime politique qu’il est appelé à servir. On peut, bien sûr, se le repré-

senter comme une machine à tuer sans aucun état d’âme, un centurion s’il s’insère dans une structure fortement disciplinée, un soudard s’il n’a de compte à rendre à personne. L’histoire, et même l’époque présente, regorgent de ces tueurs chez lesquels a disparu toute trace d’humanité, capables d’anéantir l’adversaire militaire par les moyens les plus cruels, mais aussi de massacrer massivement les populations civiles, faisant fi de toute règle morale ou juridique élémentaire. Mais on est aussi en droit de considérer le militaire comme un technicien de la sécurité de son pays, à même de réfléchir sur les enjeux et les moyens mis en œuvre à cet effet, assez comparable en ce sens au pompier qui n’est pas là pour susciter des incendies, mais pour les éteindre avec efficacité, professionnalisme, intelligence et, si possible, pour anticiper tous les risques et les prévenir le plus en amont possible.

Ces derniers ont, dès lors, toute leur place dans la réflexion et l’action menées par les militants de la paix. Ils sont à même d’apporter leur compétence et leur expérience propres à la cause de la paix, tout comme de leur côté, les diplomates, les économistes, les juristes, les philosophes, etc.





Antoine Sanguinetti

De nombreux exemples historiques

C'est ce qu'avait déjà reconnu, en son temps, l'infatigable Bertha von Suttner, qui, peut-être par respect pour ses ancêtres (des généraux par dizaines), ne manquait pas de solliciter, entre autres, le soutien actif des militaires. On ne peut pas dire qu'elle y soit parvenue outre mesure. Mais on peut mentionner, dans son « tableau de chasse », au moins le général hongrois Stephan Türr, qui fonda le Comité de paix de Budapest (après avoir combattu en Italie aux côtés de Garibaldi) ainsi que le Colonel Moritz von Egidy, de l'armée saxonne, qui, mu par une profonde religiosité, fonda l'association pacifiste « Société pour l'Éthique », puis la revue « Réconciliation ».

On n'oubliera pas ces militaires de la Wehrmacht, ceux d'en bas (plus de 30 000 soldats ont été fusillés pour refus d'obéir à des ordres criminels), comme ceux du haut commandement qui reconnurent tout de suite le caractère criminel et aventureux du nazisme. Il y eut, en effet, nombre d'officiers supérieurs pour tenter de faire obstacle aux projets d'Hitler et de sa bande. Certains furent même éliminés immédiatement, sans autre forme de procès, comme les généraux von Schleicher et von Bredow. D'autres opposants militaires de la première heure furent rapidement mis sur la touche, comme les généraux Beck ou von Hammerstein-Equord. Nombre d'officiers supérieurs, bien décidés à mettre un terme à cette guerre qu'ils estimaient absurde et criminelle, entreprirent d'éliminer le Führer, tels le Général von Tresckow, le Maréchal von Witzleben ou le Colonel von Stauffenberg, et beaucoup d'autres. Plus de 6000 d'entre eux furent sauvagement exécutés suite à l'attentat raté du 20 juillet 1944.

En France, on n'oubliera certainement pas les deux grandes figures militaires, le Général Jacques de Bollardière (1907-1986) et le Vice-Amiral Antoine Sanguinetti (1917-2004), qui ont marqué, ne serait-ce que par leur verbe vigoureux, l'histoire du Mouvement de la Paix. On a encore en mémoire l'inlassable combat, au nom de sa foi, de Jacques de Bollardière contre la torture en Algérie, qui l'a mené à adhérer au MAN¹. Mais il a aussi fait partie du commando (avec Jean-Marie Muller), qui, en 1973, à Mururoa, sur le voilier Fri, entendait dénoncer les essais nucléaires français. Sanguinetti a, de son côté, réclamé le démantèlement des fusées US Pershing et des fusées soviétiques SS20 en Europe durant les années 70, milité en 1996 (avec soixante généraux européens, américains et russes) pour l'abandon des armes nucléaires, ainsi qu'au sein de l'AVEN (Association des Vétérans des Essais Nucléaires).

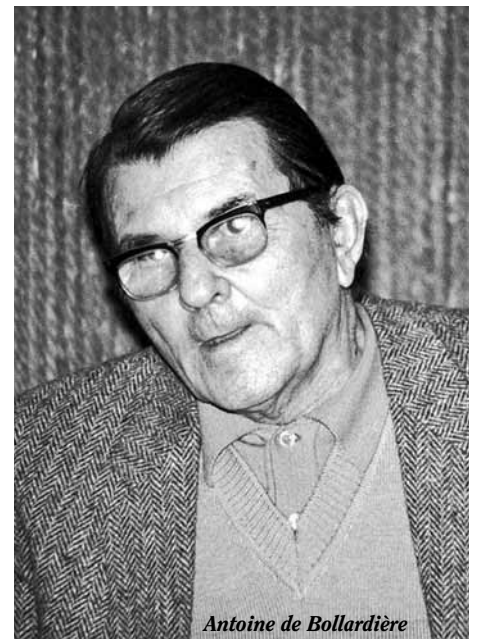
Ces militaires en garde-fous

Il est aussi intéressant de noter que tous les généraux de l'armée US ne sont pas des inconditionnels de la guerre. Certains, comme le Général John Hyten (responsable du Commandement stratégique de l'armée US) n'ont pas hésité à recadrer le président Trump. « Je suis chargé de conseiller le président et il me dit quoi faire », a-t-il expliqué, interrogé sur son attitude si Donald Trump lui donnait un ordre qu'il pourrait considérer comme illégal. Et si c'est illégal, je lui dirais « Monsieur le président, c'est illégal », soulignant que selon le code de l'armée, « si vous exécutez un ordre illégal, vous risquez la prison à vie ». Le patron de la NSA², l'amiral Rogers, le général Thomas, patron des Forces spéciales, le général Milley, chef d'état-major de l'US Army, et le général Votel, patron du Central Command et ex-patron de l'Ussocom³, sont, de leur côté, sortis de leur réserve pour expliquer au président que le problème de Daech était trop complexe et trop global pour que le groupe terroriste soit défait par le Blitzkrieg⁴ proposé par Trump. L'expert en sécurité nucléaire, Bruce Blair, un ancien du Strategic Air Command, devenu président du World Security Institute, a, pour sa part, déclaré : « *Le pouvoir de détruire la civilisation humaine est exercé unilatéralement par un homme, qui est un escroc de carrière et une star de la télé-réalité, connu pour sa pétulance impulsive, son tempérament court et sa capacité d'attention encore plus courte.* » Le patron de l'US Air Force, le GI Goldfein, et le GI Dunford, chef d'état-major des armées, l'ont également mis en garde contre toute initiative intempestive, compte tenu du risque de guerre avec la Russie. On n'en fera pas des pacifistes pour autant.

Mais leurs compétences et leur clairvoyance sont bien de nature à freiner les ardeurs bellicieuses du président américain et, peut-être, à éviter le pire.

On rappellera qu'Itzak Rabin, général expérimenté de l'armée israélienne, a, à la tête du gouvernement israélien, bien davantage fait pour la paix au Proche Orient que tous ses prédécesseurs et successeurs civils, au point de le payer de sa vie.

Il faut enfin savoir qu'à l'occasion de la conférence « Réduire les risques nucléaires », qui s'est tenue à Munich les 16 et 17 février 2018, un appel à bannir le risque nucléaire a été contresigné par nombre d'officiers supérieurs de maints pays, qui savaient de quoi ils parlaient, notamment par les généraux US Philipp M. Breedlove (US Air Force), James L. Jones (USMC), le lieutenant-général russe Evgey Buzhins-



Antoine de Bollardière

kiy, le général ukrainien Ogor P. Smeshko, le général allemand Erich Vad, l'amiral italien Giampaolo Di Paola, pour ne s'en tenir qu'aux militaires.

Il ne serait pas responsable de se priver de l'expertise et l'engagement spécifique des militaires lucides et intelligents pour défendre la cause de la paix.

Jean-Paul Vienne

¹ Mouvement pour une Alternative Non-violente

² National Security Agency

³ United States Special Operations Command (aussi écourté en SOCOM dans la culture populaire)

⁴ Blitzkrieg signifiant en allemand « guerre éclair », est une tactique offensive visant à emporter une victoire décisive par l'engagement localisé et limité dans le temps d'un puissant ensemble de forces mécanisées, terrestres et aériennes dans l'optique de frapper en profondeur la capacité militaire, économique ou politique de l'ennemi.

INDE

Un satellite détruit par les militaires indiens

Mauvaise nouvelle pour les opposants à la militarisation de l'espace : l'Inde rejoint les USA, la Russie et la Chine dans le club fermé des pays capables d'abattre des satellites.

Un satellite a été abattu en orbite basse (300 km) par un tir de missile indien le 27 mars.



Ces destructions de satellites sont un véritable problème pour la sécurité. Les orbites deviennent encombrées de débris susceptibles d'endommager d'autres satellites, notamment de communications civiles et militaires, ou à terme les stations habitées, comme la station spatiale internationale ISS, ou la station chinoise Tiangong 2. Les débris vont jusqu'à se déplacer à des vitesses excessivement élevées avec des différentiels de 25 000 à 30 000 m/s lors des chocs éventuels. Plus de 23 000 débris sont actuellement référencés et suivis et on dénombre environ 750 000 débris de plus d'un centimètre.

Plus inquiétant encore, la destruction de satellites s'inscrit dans un contexte de militarisation de l'espace. Les États Unis ont officiellement ouvert la voie en juin 2018 avec l'annonce par leur président Donald Trump de la création d'un sixième corps d'armée consacré à l'espace. En septembre 2018, alors que la presse annonçait que « la France se prépare à mener la guerre dans l'espace », le président français Emmanuel Macron a annoncé que la France définirait une stratégie dite de défense spatiale pour cette année.

On le voit, ces programmes s'inscrivent dans un vaste mouvement des grandes puissances, qui fait voler en éclat le tabou d'un espace démilitarisé. L'Inde ne fait pas exception en s'affirmant comme puissance militaire incontournable. On rappellera que 50% du budget spatial mondial est consacré au domaine militaire.

L'Inde est une puissance spatiale incontournable.

Rappelons que l'économie indienne est en très forte croissance, étant la sixième du monde en PIB nominal et la troisième en PIB à parité de pouvoir d'achat. Le PIB de l'Inde a dépassé pour la première fois celui de la France en 2017. L'Inde est un pays relativement méconnu en Europe. Pourtant ce pays est très ancien avec ses civilisations qui se sont développées depuis plus de 5000 ans le long de la vallée de l'Indus. L'activité spatiale indienne débute dans les années 1960 à l'initiative du Département de l'énergie atomique indien. L'Inde dispose d'armes nucléaires depuis 1974, date de l'explosion d'une bombe atomique au plutonium dans le désert du Rajasthan. L'Inde s'est affirmée comme puissance spatiale lorsqu'elle a lancé en 2008 une première sonde spatiale vers la Lune. L'Inde possède aussi son propre GPS, système indien de navigation régionale par sept satellites (IRNSS), un système de positionnement par satellites formé par une constellation de sept satellites, mais aussi des satellites militaires, les satellites géostationnaires (GSAT) de la marine militaire et trois satellites polaires militaires de reconnaissance (Cartosat) qui complètent une série de huit satellites héliosynchrones civils et militaires.

Il est urgent de s'appuyer notamment sur les deux résolutions du 2 décembre 2014 de l'assemblée des Nations Unies pour prévenir les conflits dans l'espace, construire la paix dans l'espace et dans la périphérie de notre planète.

Patrice Salzenstein

EN SAVOIR PLUS

- *Ouest France*, 27 mars 2019 : [1 https://urlz.fr/9lAr](https://urlz.fr/9lAr)
- P. Salzenstein, « *Weaponisation of Space* » *The Spokesman*, 141, 50-54 (2019)
- *Les Échos*, 10 Septembre 2018 : <https://urlz.fr/9mlF>

ALGÉRIE

“La rue est à nous !”

Les Algériens et les Algériennes à travers leurs manifestations massives font vaciller le pouvoir.

La réappropriation de l'espace public et les modes d'expression et d'organisation de ce mouvement montrent la volonté et la capacité de la population à créer une Algérie nouvelle.

Tous les scénarios sont posés sur la table.

Au-delà du gigantesque raz-de-marée humain qui a envahi Alger, l'immense qualité de ces mobilisations qui contestent le système, réside peut-être avant tout dans ce que dit ce mouvement par son existence même, sa manière d'être, la mutation des comportements ; pas seulement ce qu'il formule mais la façon dont il le formule.

Spontanéité et autonomie du mouvement

Ce qui frappe c'est d'abord sa spontanéité et son autonomie. Il a surgi de toutes parts embrasant toutes les willayas, sans préparation occulte ni mot d'ordre concocté. Le couvercle qui étouffait tant de désirs de justice et de liberté, de frustrations, qui masquait tant d'humiliations, de mensonges historiques, de batailles réprimées, de victimes, et de pillage du patrimoine national, sautait avec toute la marmite. Le mépris (la hogra) était devenu insupportable. Le slogan des jeunes disait tout : « *A force de nous mépriser, vous nous avez sous-estimés* ».

Auto-organisation du mouvement

C'est aussi son auto-organisation, tous les rouages se mettant spontanément en marche par une forme d'intelligence collective sous-jacente. La foule, massive, où tout peut arriver, fait preuve d'un calme stupéfiant, et d'une vigilance de tout moment. Le leitmotiv devient « *silmiya, silmiya* », « *pacifique, pacifique* ». Même les jeunes qui grimpent sur les pylônes électriques sont sommés de descendre. Des comités de vigilance se constituent. Et lorsqu'un homme, adossé à un mur, dit doucement « Tous à El Mouradia » (là où il y a le palais présidentiel) chacun sait qu'il s'agit d'un provocateur. De même des sacs remplis de pierres avaient été pré-disposés le long de la marche par des mains « mystérieuses », et ont été heureuse-



Manifestation dans les rues d'Alger

ment découverts. Vigilance. On connaît, ici, les armes du pouvoir. La marche devient aussi un lieu festif : les groupes d'amis se regroupent par quartiers convergeant, en ordre, vers le centre-ville. Tout est décentralisé et part des tréfonds de la ville : c'est la créativité joyeuse des quartiers populaires. C'est encore la stupéfiante mue des comportements quotidiens. A une rue difficile où domine le machisme et où les femmes sont trop souvent harcelées répond une rue où femmes voilées ou pas, en abaya ou en jeans, ensemble, se réapproprient la rue. L'abrogation du code de la famille, qui fait des femmes des mineures à vie, a été amendé, mais nullement abrogé. La lutte continue.

Partout il y a une grande colère et en même temps une grande douceur, une extrême gentillesse des gens. Étrange et émouvante coexistence.

“Cette rue est à nous”

C'est aussi le rapport à l'espace public qui est transfiguré : qui vit en Algérie sait à quel point la déficience du service public affecte la propreté des villes, crée un environnement délaissé que chacun entretient à sa façon peu ou prou à

contrario de l'intime et du privé parfaitement entretenus. Alors que plus d'un million de personnes manifestent, plus rien ne traîne : les jeunes procèdent à un nettoyage méticuleux de la ville. Une manière de dire : « *cette rue est à nous* ». C'est enfin l'humour, la dérision, l'ironie mordante des pancartes. Chacun.e est sorti.e de son repli, s'est extrait de son facebook obsédant. Ici drapeaux national et berbère sont côte à côte, prouvant que diversité et unité sont complémentaires. « *TahiaDjazair* » (Vive l'Algérie) et « *Enoua weguyth'Imazighen* » (Nous sommes des berbères) sont scandés simultanément. Les slogans fusent, les langages se mélangent avec un total respect. Tout fait preuve d'une intelligence politique, d'une capacité à subvertir les comportements et les mentalités à ce point massive et partagée qu'il semble impossible de revenir en arrière. Le peuple est dans la rue. Le pouvoir vacille. Tous les scénarios sont posés sur la table. Les pires et les meilleurs.

Bien fort est celui ou celle qui peut prédire ce que sera demain.

Georges Riviere

LE FESTIVAL SEIWA

Une oreille sur le monde

Pont l'Abbé
accueille le Festival
Seiwa qui allie
musique et causes
humaines.
Lisa Sylvestre
a rencontré
Jean-Christophe
Faller de
l'association
“Écorces et âmes”.



Planète Paix : Parlez-nous de votre association en quelques mots ?
Jean Christophe Faller : Je fais partie de l'association « Écorces et âmes » qui organise des concerts de musique du monde en pays bigouden. Notre festival, “Une oreille sur le monde”, est ouvert sur le Finistère sud, Bretagne. Mais ce ne sont pas que des concerts !

A chaque soirée, une association ou un projet est mis en avant. Nous organisons aussi des projections de films, des expositions, des interventions scolaires illustrant ou développant le thème de la soirée. C'est ainsi que nous proposons des contes, des initiations musicales en lien avec le pays ou le thème choisis. Tous les intervenants sont des professionnels.

En 2017, nous avons organisé en pays bigouden une exposition sur le thème des Visages de Paix avec quarante deux portraits qui ont fait l'objet d'un magnifique ouvrage. Le Mouvement de la Paix qui a tout de suite soutenu ce festival s'y est exprimé sur la Culture de la Paix et de la Non Violence, grâce à l'intervention de Roland Nivet, co-porte parole du Mouvement national.

Aujourd'hui je continue à interviewer des groupes de musique sur ce modèle.

De plus, lors de ces événements, tous les repas sont 100% labellisés « Agriculture Biologique », cela nous permet également de sensibiliser le public au respect de l'environnement.

PP : Quelle vision de l'inter-culturalité ?

Promouvoir la diversité culturelle, c'est faire connaître d'autres musiques. Or, la musique a un rôle fédérateur, unificateur, c'est un instrument de

paix. Cela permet aussi de parler des minorités et indirectement de les protéger.

Je continue également de réaliser des interviews sur le modèle des Visages de Paix auprès de tous les musiciens que je rencontre lors des événements de notre association. Une nouvelle vidéo sur ce thème est en cours d'élaboration.

Nous organisons aussi le Festival Seiwa les 19, 20 et 21 avril 2019 à Pont L'Abbé dans le Finistère (29). Il va réunir de grands noms de la musique et sera également un soutien à l'association Tchendukua. Celle-ci a pour vocation de défendre la culture des Kogis de Colombie, peuple premier, dont les représentants viennent régulièrement en France.

PP : Et votre regard sur la « La Paix entre les Cultures » ?

C'est la paix entre les cultures. Nous sommes sur Terre pour une vie qui est précieuse. Nous ne sommes pas éternels, y penser peut nous amener à faire de chaque instant un moment unique et important, à prêter attention à chaque personne que nous rencontrons.

Tous nos actes ont des conséquences, essayons de les construire positives et sources du plus grand bonheur possible pour les autres.

PP : Votre message d'espoir pour l'avenir ?

« Cultivons l'Amour pour diminuer la souffrance dans le monde. »

*Propos recueillis par Lisa Sylvestre
 et Arne-Marie Brenner*

EN SAVOIR PLUS

- <http://seiwafestival.com>
- *Le Seiwa Festival : rendez vous à Pont-l'Abbé (29) le 19, 20, 21 avril 2019.*

L'enfance volée à Beyrouth

À l'intérieur d'un tribunal, Zain, un garçon de 12 ans, originaire de Alep en Syrie, est en prison pour avoir poignardé un homme. Il est présenté devant le juge. Mais il porte plainte contre ses parents. À la question : Pourquoi attaquez-vous vos parents en justice ? Zain lui répond : pour m'avoir donné la vie ! pourquoi en est-il arrivé là ?

Capharnaüm retrace l'incroyable parcours d'un enfant en quête d'identité qui se rebelle contre la vie qu'on cherche à lui imposer. Nadine Labaki nous plonge dans la déveine et la débrouille quotidiennes de Zain, jeune réfugié présenté comme un gamin de rue ; Capharnaüm dévoile ensuite sa narration à rebours. Un gigantesque et suffocant flash-back sur le quotidien des réfugiés dans les camps... flashback sur l'enfer vécu par un adolescent qui, au lieu de pouvoir jouer et aller à l'école, est contraint de vivre en adulte. Nadine Labaki frappe là où ça fait mal : elle égratigne une gente masculine qui, excepté Zain, est violente et malfaisante. Elle dénonce également deux cas de violence sociale : l'esclavage des mineurs et le traitement des migrants au Moyen Orient.

Les enfants sont authentiques et leurs conditions de vie restituées avec précision. En effet, leur quotidien a tout de l'enfer des laissés pour compte. « Les Misérables » façon troisième millénaire. On peut penser que ce doc-fiction fera des "remous" et pas seulement au Liban où sont filmés les réfugiés dans les camps ! L'auteure dénonce à la façon de Ken Loach, dans un style aussi naturaliste axé sur une étude sans concession de la misère chez des réfugiés, des tares socio-familiales et du ravage des politiques publiques. Nadine Labaki nous parle de migration, de clandestins, de trafics humains qui se développent sur le terreau de la misère humaine et la pauvreté. L'impossibilité d'aller à l'école révèle le peu d'espoir qui reste à la jeunesse vivant dans ces nouveaux bidonvilles.

Casting

La réalisatrice a choisi des acteurs non professionnels pour la plupart d'entre eux, comme c'était déjà le cas dans son précédent film, *Et*

maintenant on va où ? L'acteur qui joue le garçon de 12 ans, Zain Al-Rafeea, est un réfugié syrien arrivé au Liban à l'âge de 7 ans et pour tous les commentateurs « une révélation ». L'actrice qui incarne la mère éthiopienne, Yordanos Shiferaw, est elle-même une immigrée sans-papiers ; elle a été arrêtée puis relâchée pendant le tournage, comme c'est le cas pour le personnage de Rahil dans le scénario du film.



« Entièrement porté par un casting de sans-papiers, le film mêle réalité et fiction ».

Capharnaüm est le combat d'un réfugié adolescent qui se révolte contre la misère et la violence, qui découlent des guerres. Son acharnement, révolte immense, dévoile les non-dits, éveille les consciences et nous laisse face à la dure réalité de notre 21^{ème} siècle. C'est un film sur l'enfance volée, l'histoire d'une enfance brisée, perdue. Nadine Labaki montre l'horreur des conséquences des guerres et plus précisément celle en Syrie, âmes et espoirs

broyés dans la machine guerrière, par-delà les larmes et la résignation. Elle est l'avocate dans le film, celle qui essaie de comprendre et d'expliquer la colère, comme seul moyen de survie dans le traumatisme global subi par les réfugiés, les plus faibles et les plus fragiles d'entre eux, ces enfants vivant dans nos sociétés guerrières et « modernes ». Ce film est tel le poing dressé à la face de l'Histoire refusant d'accepter l'inacceptable.

Espoir

Mais si cette avocate s'engage dans cette affaire ce n'est pas seulement pour dire l'horreur de la vie de ces enfants, mais c'est surtout pour dénoncer la destruction de toute forme d'espoir en une vie meilleure, l'enfance volée pour tous ces exilés. Toutefois, l'espoir est formidablement présent dans les révoltes violentes de ce garçon, dans la lutte qu'il mène pour éveiller les consciences, de ses parents d'abord mais aussi de la société toute entière. Le procès apparaît comme un futur, portant la promesse du changement. Mais lequel ?

Selon Simon Robert, sur le site Silence Moteur Action, « on est bouleversé par cet enfant et son courage, son envie d'en découdre et de se battre, de ne jamais rien lâcher ». Le film fait penser aux « Les 400 coups » et à « L'enfant sauvage » de Truffaut en plus dur, mais avec la même problématique du manque d'amour et du rapport à l'autre, à l'étranger, aux normes de la société.

Giselle El Raheb

EN SAVOIR PLUS

• Le film « Capharnaüm », de Nadine Labaki, a été nommé aux Oscars 2019 et il a reçu le prix du meilleur film étranger à Cannes 2018.

SEIWA

FESTIVAL



19 - 20 - 21 AVRIL
LE TRISKELL - PONT-L'ABBÉ

ZENZILE | ARAT KILO FEAT MAMANI KEÏTA & MIKE LADD
ELISA DO BRASIL & MISS TROUBLE | ILARIA GRAZIANO & FRANCESCO FORNI
DJAZIA SATOUR | IFRIQIYYA ÉLECTRIQUE | LE DEUNFF | DENI SHAIN | ZED IS DEAD

SEIWAFESTIVAL.COM



TRISKELL
PONT-L'ABBÉ



ARMOR.
céramique

Kyriad

